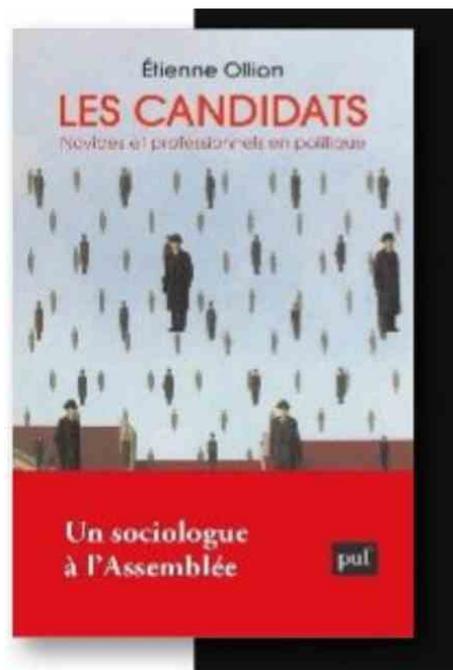


ÉTIENNE OLLION

« Le quinquennat censé revitaliser la démocratie a fait le contraire ! »

Pierre Taribo

Étienne Ollion est sociologue, chercheur au CNRS, professeur associé à l'École polytechnique. Ses recherches portent sur la transformation du champ politique depuis un demi-siècle.



Pourquoi, dans la France

d'aujourd'hui, la démocratie fatiguée ne rencontre plus les citoyens désabusés ?

« Votre constat est sombre mais je crains qu'il soit juste. C'est, par ailleurs, ce que montrent la plupart des enquêtes menées ces dernières années. Elles montrent aussi qu'il y a plusieurs causes Étienne Ollion à ce phénomène de fatigue démocratique. Certaines sont profondes et anciennes, d'autres sont plus récentes. Parmi les causes les plus classiques, on trouve bien sûr l'idée que la politique ne change pas la vie. Que ce soit parce que les choix se feraient ailleurs (à Bruxelles, par exemple) ou parce que les élus ne représenteraient plus les intérêts d'une fraction de la population, toute une partie de l'électorat s'est écartée du vote.

On n'attend aujourd'hui plus d'une élection qu'elle apporte du changement comme on a pu l'espérer dans le passé : si l'espoir de 1981 a été déçu pour certains, il y avait bien un espoir, celui du slogan de François Mitterrand de "changer la vie". Je crois que plus personne ne s'attend aujourd'hui vraiment à ce que la vie change en tout cas pas dans de telles proportions après une élection. Ceci dit, la dernière élection présidentielle mérite de ce point de vue une attention particulière. Car elle a vu naître un espoir, certes bien moindre, mais par certains aspects adjacents. Il faut en effet se souvenir que la promesse

principale de 2017, c'était de rénover la politique. La campagne avait été menée principalement contre les "professionnels de la politique", ces élus de l'ancien monde qui, selon Emmanuel Macron, formaient une "caste", qui étaient ce "système" qu'il fallait mettre à bas.

La promesse macronienne était alors de changer la politique justement en changeant les visages des élus. Rien à voir avec les attentes soulevées auparavant mais il avait quand même réussi à convaincre une partie substantielle des électeurs.

Malheureusement, cinq ans plus tard, on ne peut que constater que la manière de faire de la politique n'a pas changé.

C'est clairement le cas à l'Assemblée nationale. Pour mon dernier ouvrage, *Les candidats* (PUF, 2021), je l'ai étudiée en détail pendant cinq années. Il serait bien sûr faux de dire que tout est absolument identique.

Les députés ont, par exemple, voté une série de mesures qui rapprochent le statut des parlementaires de celui des citoyens. Mais, à part cela et quelques éléments plus anecdotiques comme la suppression de l'obligation du port de la cravate dans l'hémicycle pour les hommes, difficile de voir beaucoup de différences. Pire encore : les novices qui étaient censés renouveler la vie politique se sont retrouvés relégués à effectuer des tâches de second plan pendant que les élus qui avaient une vraie



expérience ont été propulsés sur le devant de la scène. En effet, ce que l'enquête que j'ai pu mener montre, c'est que ceux qui ont obtenu des positions de pouvoirs sont pour la plupart les élus qui avaient une véritable expérience politique. Celles et ceux qui avaient été députés, bien sûr, mais aussi tous ceux qui avaient été collaborateurs parlementaires, qui ont travaillé dans un ministère, ont été bien plus rapides à s'imposer. En d'autres termes, même cette promesse d'un changement de la manière de faire de la politique a été déçue. Il est d'ailleurs symptomatique qu'on ne parle plus beaucoup, aujourd'hui, de ce renouvellement des visages au sein de LREM. Au contraire, on essaie de ne pas raviver ces souvenirs, de peur que le dédagisme qui avait servi de principe au renouvellement massif des députés d'alors ne se retourne contre ceux d'aujourd'hui. »

Le régime représentatif c'est vrai pour tous les scrutins ces dernières années ne semble plus recueillir que scepticisme. L'abstention est-elle un mode d'expression, une sorte de cri d'alerte que n'entend pas le personnel politique ?

« L'abstention est un signe évident de ce déficit démocratique et je crois que le personnel politique l'entend très bien. Simplement, il pense qu'il a peu de prise dessus, ce qui est faux. J'ouvre une parenthèse ici pour expliquer cela. Il ne faut jamais oublier que l'abstention est en partie produite par les manières dont on peut voter. En effet, toute une partie des personnes qui ne votent pas le font non parce qu'elles se désintéressent de l'élection mais parce qu'il est pour elles difficile de se rendre dans un bureau de vote. C'est évidemment le cas des 80 000 personnes qui sont en prison et qui

voient ce droit civique très peu appliqué en pratique. C'est aussi le cas des Français de l'étranger qui habitent loin d'un bureau de vote car ils doivent se rendre au consulat pour mettre un bulletin dans l'urne. C'est aussi la situation des personnes âgées, qui ont du mal à aller jusqu'aux urnes, surtout si elles n'habitent pas en ville. Mais de manière bien plus massive encore, c'est le cas des personnes qui n'habitent plus à côté de leur bureau de vote. Des collègues ont également montré le rôle de ce qu'ils appellent la "mal inscription" sur le vote et l'effet est massif. Elle frappe, par ailleurs, principalement les jeunes. On comprend bien pourquoi : inscrits dans le bureau de vote du lieu de résidence de leurs parents, ils ne reviennent pas forcément pour le week-end du vote ou, dans les années où il y a quatre votes, peut-être pas autant de fois. Et cette population déménage souvent dans ces années, que ce soit parce qu'elle poursuit des études ou parce qu'elle est amenée à se déplacer pour prendre un emploi, s'installer avec un conjoint. Ce que nous rappelle cet exemple, c'est que l'abstention est un phénomène contre lequel on peut lutter avec des mesures qui favorisent l'inscription, la participation.

Revenons maintenant à votre question car elle touche un point tout à fait juste : l'abstention est en effet le signe d'un désintérêt pour la politique, pour l'offre politique. La tendance est claire : depuis des décennies, on vote moins. Il y a bien sûr des différences : sous la Ve République, la présidentielle a été jusque-là été plutôt épargnée. Le taux de participation est en général autour de 80 %, avec seulement l'élection d'Emmanuel Macron sous cette barre mais toujours au-dessus

de 75 %.

En revanche, les législatives ont vu leur taux de participation s'effondrer. 90 % dans les années 1960 et 1970, plutôt autour de 70 % pour les deux décennies suivantes, 60 % dans les années 2000, et même moins de 50 % pour les élections de 2017. À ce rythme, il ne restera plus beaucoup d'électeurs dans dix ans. Là encore, les causes sont à la fois structurelles et récentes. L'inversion du calendrier électoral décidé en 2002, au moment du quinquennat, a joué un rôle. Elle subordonne en effet les législatives à la présidentielle, elle limite aussi le débat à une répétition du premier, elle ajoute de l'usure après une année souvent longue. Bref, on peut dire que le quinquennat censé revitaliser la démocratie n'a non seulement pas joué son rôle mais il a fait le contraire ! »

Au terme d'une campagne tronquée, la France s'appête à élire sans enthousiasme son président de la République. Où sont les joutes politiques d'antan ?

« Je vais peut-être vous surprendre mais les clivages et les polémiques, parfois brutales, existent encore. C'est particulièrement visible pour le spécialiste du Parlement que je suis : si vous êtes à l'Assemblée nationale, vous avez la possibilité d'entendre de vraies discussions politiques. Bien sûr, le style tribunitien auquel on remarquait les élus d'antan n'est plus aussi fréquent. Il faut dire qu'avant, sans micro, il fallait du coffre pour pouvoir s'imposer dans ce vaste espace qu'est l'hémicycle. Il est aussi vrai que l'action publique s'est technicisée, qu'on peut désormais parler de détails de la loi plutôt que de sa signification générale pendant des heures, ce qui a pour conséquence de dépolitiser le débat, puisqu'on peut prétendre que les décisions





qu'on prend seront justes pragmatiques alors que, derrière chaque décision il y a, de fait, de la politique.

Revenons toutefois aux joutes verbales : elles existent mais plus personne ne les écoute et encore moins de personnes s'y intéressent. Il y a un fait absolument frappant quand on est à l'Assemblée les tribunes de presse, prévues pour héberger des dizaines de journalistes, sont vides. Les journalistes n'ont pas déserté le palais Bourbon pour autant mais ils se situent ailleurs désormais : ils sont en salle des Quatre Colonnes, où ils cherchent des réactions de la part des élus, des ministres.

Beaucoup préfèrent "la petite phrase" ou offrir ce qu'ils voient comme une analyse de la stratégie des protagonistes, plutôt que de parler des mesures et de leur impact et donc plutôt que de parler des débats qui existent encore, dans et hors de l'hémicycle.

À mon avis, cette obsession pour la petite phrase ou et c'est lié pour le récit des coulisses explique bien plus qu'on n'entende plus ou qu'on ne lise plus de joutes verbales. Mais on pourrait en avoir d'autres et on en trouve parfois. Sur les réseaux sociaux, par exemple, on ne manque pas de joutes. Elles ne sont pas toujours pertinentes mais elles ne sont certainement pas absentes. »

Après la présidentielle suivront les législatives. Vous êtes l'auteur du livre Les candidats - Novices et professionnels en politique. Le Parlement n'est-il qu'une chambre d'enregistrement dont le rôle a été réduit à néant depuis que les législatives suivent la présidentielle ?

« La critique du Parlement "croupion", des députés "godillots" est au moins aussi ancienne que la

Ve République. Et, comme on l'a dit, l'inversion du calendrier n'a pas favorisé le pouvoir parlementaire. Et plus encore : l'Assemblée élue en 2017 a certainement accentué cette tendance bien au-delà de ce qu'on avait pu voir avant. La raison ? Les masses de novices qui ont été envoyés au Parlement étaient assurément pleines d'envies de changement mais ils n'en connaissaient pas le fonctionnement. Ils ont donc mis du temps bien plus que d'habitude à jouer leur rôle de force de proposition ou à endosser un rôle d'opposition, qui peut être constructive.

Le fait est que le Parlement actuel ne permet pas une vraie intervention démocratique des parlementaires. Dans le livre, je détaille les différentes raisons et je propose une série de réformes certaines très simples, d'autres plus profondes pour mettre fin à cette situation. C'est, à mon avis, urgent car, sans une démocratie représentative qui fonctionne vraiment, y compris dans ses désaccords, on ne peut guère espérer une vie politique qui fonctionne. »

Comment reconnecter les citoyens à la démocratie ? Est-ce que la démocratie participative est l'un des enjeux du prochain quinquennat ? « Comme je le disais à l'instant, il ne faut écarter aucune piste pour refonder en profondeur la démocratie. Je crois que la première, c'est de remettre à plat les institutions. Le déclassé qu'a connu le Parlement, qui n'organise plus le débat, en est un premier point. Mais vous évoquez justement la démocratie participative, c'est-à-dire tous les dispositifs qui permettent de faire intervenir le public plus régulièrement dans la décision politique. Cela peut être de différentes manières, par exemple en

votant des budgets locaux, en participant, comme en Suisse, à des votations en créant des assemblées spécifiques pour délibérer sur un sujet. Cela peut aussi se faire à tous les niveaux, du plus centralisé au plus décentralisé.

Depuis une trentaine d'années, la démocratie participative a le vent en poupe. Il est clair qu'elle peut apporter des réponses à certaines difficultés actuelles. Le référendum peut donner aux citoyens le sentiment d'être plus consultés. On lui reproche, en France en tout cas, le fait qu'il serait plébiscitaire. Mais on peut sortir de cette ornière en proposant au public de poser les questions, et pas seulement d'apporter les réponses. Ce faisant, on aura plus de votes mais aussi une multiplication des campagnes qui sont des moments de politisation, de mobilisation et de débat. On peut aussi avoir des assemblées citoyennes. Ces dernières, comme la convention citoyenne pour le climat de l'an passé, reposent sur la convocation d'un nombre limité de personnes censées représenter la société ce que les Assemblées ne sont pas. Mais il faut les utiliser de manière habile afin de parvenir à élargir les points de vue et donc d'enrichir substantiellement le débat. Ces dispositifs sont particulièrement efficaces pour s'assurer que certains aspects sont bien pris en compte quand on décide.

Pour être vraiment efficaces et ne pas devenir des gadgets, tous ces dispositifs doivent être reliés aux formes plus classiques de démocratie représentative, qui ont aussi leurs avantages propres. Le travail des années à venir est peut-être là : travailler à trouver la bonne articulation entre ces différents modes de délibération et de choix pour parvenir à enrayer la





fatigue démocratique. »

« ON N'ATTEND PLUS
AUJOURD'HUI D'UNE
ÉLECTION QU'ELLE APORTE
DU CHANGEMENT COMME ON
A PU L'ESPÉRER DANS LE
PASSÉ. »

« SI VOUS ÊTES À
L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
VOUS AVEZ LA POSSIBILITÉ
D'ENTENDRE DE VRAIES
DISCUSSIONS POLITIQUES. »

« IL NE FAUT ÉCARTER
AUCUNE PISTE POUR
REFONDER EN PROFONDEUR
LA DÉMOCRATIE. LA
PREMIÈRE, C'EST DE
REMETTRE À PLAT LES
INSTITUTIONS. » ■

